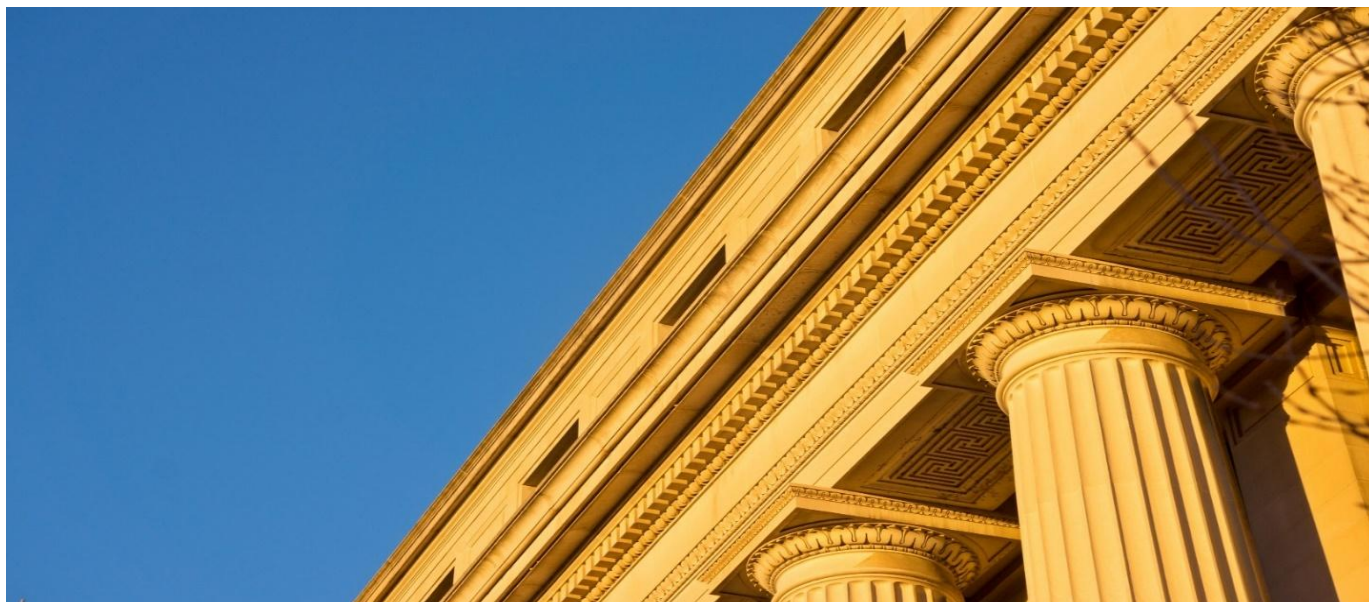




**FBConseil**

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS



## **NEWSLETTER**

**01-2025**



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS

## JURISPRUDENCE ASSURANCE :

- [Cass. Civ 2 19 décembre 2024 n°22-15.765](#) : Les dispositions de l'article L. 124-1-1 du code des assurances consacrant la **globalisation des sinistres** ne sont pas applicables à la responsabilité encourue par un professionnel en cas de manquements à ses obligations d'information et de conseil, celles-ci, individualisées par nature, excluant l'existence d'une cause technique, au sens de ce texte, permettant de les assimiler à un fait dommageable unique.  
Cette décision est à rapprocher de [Cass. Civ 2, 5 décembre 2024 n° 22-23.153 Inédit](#) : Les dispositions de l'article [L. 124-1-1](#) du code des assurances consacrant la **globalisation des sinistres** ne sont pas applicables à la responsabilité encourue par un professionnel en cas de manquements à ses obligations d'information et de conseil, celles-ci, individualisées par nature, excluant l'existence d'une cause technique, au sens de ce texte, permettant de les assimiler à un fait dommageable unique.
- [Cass. Civ.2 19 décembre 2024 n°22-17.119](#) : **Revirement de jurisprudence - Un tiers victime français n'est pas autorisé à contester dans le cadre d'une action directe contre un assureur néerlandais la validité formelle d'une exclusion.** En 2009, une société française victime de panneaux photovoltaïques défectueux contestait les clauses limitant la garantie responsabilité civile à deux ans dans un contrat soumis au droit néerlandais. La société F. a formé un pourvoi contre l'arrêt de la cour d'appel qui avait débouté ses demandes de garantie et d'indemnisation à l'encontre de la compagnie **AIG NV**. Elle invoque la violation de l'article L. 112-4 du code des assurances, arguant que les clauses d'exclusion n'étaient pas en caractères très apparents, ce que la Cour de Cassation rejette, précisant que seule une partie au contrat peut invoquer ce formalisme. La Cour précise par ailleurs que l'article L 124-3 du code des assurances, impératif en droit interne français, ne constitue pas une loi de police en droit international privé au regard des dispositions des Conventions de Rome I et II. Cette décision est protectrice des intérêts des assureurs européens.
- [Cass. Civ 3 19 décembre 2024 Pourvoi n° 23-13.820](#) : les fautes de l'architecte constituent une circonstance particulière entraînant une exclusion de garantie selon l'article L. 113-1 du code des assurances.
- [CJUE, n° C-157/23, Arrêt de la Cour, Ford Italia SpA contre ZP et Stracciari SpA, 19 décembre 2024](#) : **Responsabilité du fait des produits défectueux** - un fournisseur peut être considéré comme producteur si son nom coïncide avec la marque apposée sur le produit par le fabricant.
- [Cass.com 18 décembre 2024 n°22-21.487](#) : **Responsabilité du gérant d'entreprise** - La possibilité, prévue à l'article [L. 223-19](#), alinéa 4, du code de commerce, de mettre à la charge du gérant les conséquences préjudiciables à la société des conventions réglementées non approuvées n'est pas exclusive de la mise en jeu de sa responsabilité sur le fondement de l'article [L. 223-22](#) du même code, que ces conventions aient ou non été approuvées. En l'espèce, la société **World People** avait conclu avec M. [N] [Y], exploitant de l'entreprise **Le Web**, une convention de collaboration prévoyant des prestations croisées. Selon l'arrêt rendu

le gérant peut être tenu de supporter les conséquences préjudiciables à la société des conventions qu'il a conclues avec elle, même si ces conventions ont été approuvées par les assemblées générales. Au surplus, indépendamment des conventions réglementées, le gérant demeure responsable de ses fautes de gestion. Toute décision ayant causé un préjudice à la société peut engager sa responsabilité conformément à l'article L 223-22 du code de commerce.

- **Cass. com 11 décembre 2024 n°23-15.063 : Sous-traitance** - Il résulte de l'article L. 5422-19 du code des transports que lorsque l'entreprise de manutention requise par le transporteur maritime sous-traite une partie des opérations de manutention, le transporteur maritime, qui a une action de nature contractuelle contre l'entreprise de manutention qu'il a requise, n'est pas recevable à agir, sur le fondement quasi-délictuel, à l'encontre de l'entreprise de manutention sous-traitante.
- **Cass. com 11 décembre 2024 n°23-19.807 : Responsabilité du dirigeant pour insuffisance d'actifs** – La poursuite abusive d'une activité déficitaire ne peut résulter du seul constat d'une augmentation du montant de dettes d'une société. Elle n'est sanctionnée que lorsqu'elle est effectuée dans un intérêt personnel et que l'exploitation déficitaire ne pouvait conduire qu'à la cessation des paiements de la personne morale.
- **Cass Civ 3ème 5 décembre 2024, n° 23-12.129** : Au titre de l'article L. 113-1 du code des assurances les pertes et les dommages occasionnés par des cas fortuits ou causés par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur, sauf **exclusion** formelle et limitée contenue dans la police. Pour rejeter les demandes formées contre la MAAF, l'arrêt retient que la clause 5-13 du contrat d'assurance « multipro » souscrit auprès de cet assureur, selon laquelle sont exclus « *les frais exposés pour le remplacement, la remise en état ou le remboursement des biens que vous avez fournis, et/ou pour la reprise des travaux exécutés par vos soins, cause ou origine du dommage, ainsi que les frais de dépose et repose et les dommages immatériels qui en découlent* », est claire et précise et, laissant dans le champ de la garantie les dommages causés au tiers, exclut seulement les coûts afférents aux dommages subis par les produits livrés et à la reprise des travaux exécutés, ne vide pas la garantie de son objet. En statuant ainsi, alors que la clause précitée, susceptible d'interprétation, n'est pas formelle, la cour d'appel a violé le texte susvisé. Les assureurs sont invités à réviser leurs clauses contractuelles dans les garanties RC.
- **Cass. Civ 2 28 novembre 2024 n°23-13.113 Inédit** : Il résulte de l'article L 113-1 du code des assurances que les **clauses d'exclusion de garantie**, qui privent l'assuré du bénéfice de la garantie en considération de circonstances particulières de la réalisation du risque, doivent être formelles et limitées. Une clause d'exclusion n'est pas limitée lorsqu'elle vide la garantie de sa substance, en ce qu'après son application elle ne laisse subsister qu'une garantie dérisoire. Pour statuer comme il le fait, l'arrêt retient que la clause litigieuse regroupe l'ensemble des établissements sans distinguer selon leur nature ou leur activité, et ce, à une échelle départementale qui apparaît particulièrement vaste. Il en déduit que la clause d'exclusion de garantie s'avère insuffisamment limitée au regard des exigences posées par la loi. En statuant ainsi, alors que la garantie couvrait le risque de pertes d'exploitation consécutives, non à une épidémie, mais à une fermeture administrative ordonnée à la suite d'une maladie contagieuse, d'un meurtre, d'un suicide, d'une épidémie ou d'une intoxication, de sorte que l'exclusion considérée, qui laissait dans le champ de la garantie les pertes d'exploitation consécutives à une fermeture administrative

liée à ces autres causes ou survenue dans d'autres circonstances que celles prévues par la clause d'exclusion, n'avait pas pour effet de vider la garantie de sa substance, la cour d'appel a violé le texte susvisé.

- [Cass.civ 2 28 novembre 2024 n° 22-20. 615 inédit](#) : La renonciation tacite à se prévaloir de la **prescription** ne peut résulter que de circonstances établissant sans équivoque la volonté de ne pas se prévaloir de celle-ci. Pour écarter le moyen tiré de la prescription de l'action en paiement formée par M. [B] au titre du sinistre du 21 avril 2016 et ses suites, la cour d'appel a jugé qu'« il résulte des termes du courrier du 2 juillet 2018 que l'assureur, professionnel en la matière, a reconnu la notion de rechute du 21 avril 2016, mais a entendu dénier son indemnisation faute d'hospitalisation de plus de huit jours et a ainsi renoncé à opposer la prescription à son assuré ». En statuant ainsi, par des motifs impropres à caractériser la renonciation non équivoque de l'assureur à se prévaloir de la prescription dès lors qu'elle avait constaté que l'assureur avait refusé de prendre en charge le sinistre, la cour d'appel a violé l'article 2251 du code civil.
- [Cass.com 27 novembre 2024 n°23-18.572](#) : **Responsabilité fiscale du dirigeant** – Un dirigeant peut seulement être déclaré solidairement responsable du paiement de la somme correspondant aux impositions et pénalités dues par la société, la personne morale ou le groupement, il ne peut se voir condamner au paiement des intérêts au taux légal portant sur cette somme.
- [Cour d'Appel de Poitiers 12 novembre 2024 n°22/01977](#) : **L'installation photovoltaïque**, intégrée à la toiture et assurant le couvert, constituait un **ouvrage** au sens de l'article 1792 du code civil. En l'espèce l'installation n'assure plus le couvert du bien, des infiltrations ayant été constatées, d'autre part elle ne produit plus d'électricité. Elle est dès lors impropre à sa destination. Les désordres l'affectant sont pour ces motifs de nature décennale.
- [Cass. Civ 1 16 octobre 2024 n°22-23.433](#) : **Renversement de la charge de la preuve et responsabilité médicale** - Si, en vertu des articles L. 1142-1, I, alinéa 1, du code de la santé publique et 1353 du code civil, la preuve de la **faute d'un professionnel de santé** comme celle d'un lien causal avec le dommage invoqué incombe en principe au demandeur, cependant, dans le cas d'une absence ou d'une insuffisance d'informations sur la prise en charge du patient, plaçant celui-ci ou ses ayants droit dans l'impossibilité de s'assurer que les actes de prévention, de diagnostic ou de soins réalisés ont été appropriés, il incombe alors au professionnel de santé d'en rapporter la preuve.

#### CONFORMITE :

- [ACPR – Devoir de conseil et bonnes pratiques : publication d'un communiqué de presse \( 21 novembre 2024 \)](#) et [Recommandation 2024-R-03 du 21 novembre 2024 sur le recueil des informations relatives au client pour l'exercice du devoir de conseil et la fourniture d'un service de recommandation personnalisée en assurance](#)  
Dans le contexte de l'entrée en vigueur de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, l'ACPR prône une vigilance accrue des distributeurs sur la commercialisation des produits d'assurance vie et non vie. La Recommandation 2024-R-02 de l'ACPR sur le sujet entrera en vigueur le 31 décembre 2025, il est demandé aux distributeurs de lancer la mise à jour des processus nécessaires à sa

mise en œuvre dès son entrée en vigueur le 1er janvier 2026.

Les objectifs poursuivis :

- prévenir le risque de cumul involontaire d'assurances couvrant un même risque,
  - mettre en œuvre le devoir de conseil dans la durée afin de vérifier que le produit d'assurance couvre toujours les besoins de l'assuré,
  - assurer une vigilance accrue en cas de rachat d'un contrat d'assurance-vie s'accompagnant d'une nouvelle souscription,
  - fournir aux clients une information claire, exacte et non trompeuse leur permettant d'investir en connaissance de cause en fonction de leurs préférences en matière extra-financière.
- **Paquet AML – Revue de l'ACPR – décembre 2024** : L'ACPR rappelle les exigences du « paquet AML », nouveau corpus réglementaire en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) publié le 19 juin 2024. Ce « paquet » se compose de la 6e directive anti-blanchiment et de deux règlements, l'un portant sur la création de la nouvelle autorité européenne de LCB-FT - connue sous l'acronyme « AMLA » - et l'autre relatif aux exigences que les entités supervisées doivent respecter.
- **Sanctions Russie – Union Européenne et USA** :  
Adoption le 16 décembre 2024 du 15eme Paquet de sanctions à l'encontre de la Russie qui vise à renforcer les mesures à l'encontre des tentatives de contournement des régimes de sanctions :
- De nouveaux navires et dirigeants de compagnies maritimes russes sont visés. Il a été constaté que ces navires se livraient à des pratiques à haut risque en transportant du pétrole ou des produits pétroliers russes, en procédant à des livraisons d'armes et à des vols de céréales ukrainiens, ou en participant au soutien au secteur énergétique russe ;
  - Pour la première fois depuis le début de l'invasion russe, l'UE adopte des « inscriptions à part entière » ( une interdiction de voyage, un gel des avoirs et une interdiction de mettre des fonds à disposition) concernant sept personnes et entités chinoises ;
  - Ce train de sanctions ajoute 32 nouvelles entreprises soutenant le complexe militaire et industriel russe dans la guerre contre l'Ukraine (20 entreprises russes, 7 entreprises sous pavillon chinois/de Hong Kong, 2 serbes, une iranienne, une indienne et une des Émirats arabes unis) ;
  - ⚠ interdiction de reconnaître ou d'exécuter dans l'UE certaines décisions rendues par des juridictions russes leur donnant une compétence obligatoire exclusive dans les litiges entre des entreprises russes et des entreprises de l'UE, sans tenir compte de l'accord préalable des parties.
- **AMLA – Autorité européenne sur la lutte anti-blanchiment de capitaux** : Création d'un site dédié à l'AMLA et Rappels sur les changements fondamentaux consécutifs au nouveau « Paquet AML » dans les domaines du luxe, de l'immobilier, du football, des cryptomonnaies, de la gestion des règlements en cash, le crowdfunding.